

**Séance ordinaire du  
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes pour des prestations d'assistance à  
maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie à caractère technique entre la Ville de  
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'un conventionnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces objectifs communs entre la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, se traduisent, plus spécifiquement, par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un contrat d'achat de prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'ingénierie en vue d'apporter une aide à la décision aux maîtres d'ouvrage par la réalisation d'études préalables avant le lancement d'opérations relatives à la construction et au maintien du patrimoine communal et métropolitain.

Ainsi, au travers d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la prestation précitée, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole solliciteront les prestataires désignés pour réaliser des faisabilités multi techniques, des scénarii de montages opérationnels, des estimations économiques pour des modification ou travaux à envisager sur des bâtiments existants ou des projets neufs, avec pour objectif : de conseiller le maître d'ouvrage sur les choix techniques, de mener des études de faisabilité pour vérifier et préciser les conditions de réalisation, d'établir la programmation correspondant aux besoins exprimés par le maître d'ouvrage et produire des documents pour étayer le dossier de consultations des concepteurs.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, à ce titre est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du contrat à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du contrat pour ce qui le concerne.

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procéderont, chacun en ce qui le concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un contrat pour les prestations d'AMO et d'ingénierie à caractère technique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 avril 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 avril 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes AMO ingenierie a caractere technique VD.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230404-226335-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 14/04/23  
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.